

# LA COMMUNE DE MARSEILLE...

On a beaucoup écrit sur la *Commune*, et en particulier sur la *Commune de Paris*. Pas assez peut-être, car les *Communes de province* sont trop souvent méconnues et même, les répercussions du mouvement communaliste à l'étranger, soit sous l'aspect des poursuites intentées aux communards ou aux internationaux, soit sous l'angle de l'interprétation et de l'utilisation politique scientifique et sociologique, sont laissées dans l'oubli le plus complet.

A cela une raison essentielle: les idées - force que l'on peut en extraire n'intéressent personne, elles n'apportent de l'eau qu'au moulin des anarchistes! Et c'est pourquoi les travaux qui y sont relatifs ne jouissent pas de la faveur du grand public. On ne peut que le regretter.

C'est donc dans le but de compléter notre connaissance de ce mouvement que nous publions cette étude, rendant hommage, à près d'un siècle de distance, à tous les obscurs combattant de la *Commune* et en particulier à ces 4.500 membres de l'Internationale (dans le seul département des Bouches-du-Rhône) qui, sous l'influence de Bakounine, s'efforcèrent de réaliser une société nouvelle, basée sur le fédéralisme et la liberté de l'individu.

**René BIANCO.**

-----

## LE FILM DES ÉVÉNEMENTS

- 19 juillet 1870: déclaration de guerre à la Prusse. Marseille vibre d'une grande exaltation patriotique.
- 4 et 6 août: défaites de Wissembourg et de Forbach.
- 7 et 8 août: première tentative révolutionnaire à Marseille dressée contre la guerre et contre l'État et premier essai de Commune insurrectionnelle.
- 10 août: état de siège à Marseille.
- 14 août: le couvre-feu est établi. Le général d'Exéa interdit toute manifestation et tout commentaire de presse. A Paris, Blanqui essaye de renverser le gouvernement.
- 27 août: au fort Saint-Nicolas, Gaston Crémieux est condamné à six mois de prison; le tribunal prononce quatorze autres peines légères.
- 4 septembre: annonce de la défaite de Sedan et de la capitulation de Napoléon 3. Annonce à 22 h de la constitution du *Gouvernement de la Défense Nationale*.
- 5 septembre: libération par une foule de 20.000 personnes des insurgés du 8 août. Occupation de la Préfecture. Constitution spontanée de la *Garde Civique* (Internationale). On hisse le drapeau noir et le drapeau rouge.
- 7 septembre: arrivée d'Esquiros (nommé préfet par Gambetta). Esquiros, fidèle à ses conceptions de républicain révolutionnaire, va s'opposer bientôt au gouvernement de Tours et à Gambetta.
- 8 septembre: à Lyon, la section de l'*Internationale* publie le manifeste suivant, vraisemblablement rédigé par Bakounine:  
«*Il n'y a qu'un seul moyen de salut, c'est le soulèvement général et révolutionnaire du peuple. La meilleure chose que Paris puisse faire est de proclamer et de provoquer l'absolue indépendance et spontanéité des mouvements provinciaux. Il faut briser la machine administrative et, conformément aux propositions*

*d'Esquiros et de Cluseret, rendre l'initiative de l'action à toutes les communes révolutionnaires de France délivrées de tout gouvernement centralisateur et de toute tutelle, et par conséquent appelées à former une nouvelle organisation en se fédérant entre elles pour la défense.*

*Le moyen et la condition, sinon le but de la Révolution, est l'anéantissement du principe de l'autorité dans toutes ses manifestations possibles, c'est l'abolition de l'État politique et juridique... La France, comme État, est perdue, elle ne peut plus se sauver par des moyens réguliers et administratifs. C'est à la France naturelle, à la France du peuple à sauver sa liberté et celle de l'Europe entière, par un soulèvement immense, tout spontané, tout populaire, en dehors de toute organisation officielle et de toute centralisation gouvernementale...».*

- 9 septembre: un meeting est organisé par l'*Internationale* à l'Alhambra, et Bastelica réclame l'organisation d'un gouvernement du Midi. Le jour même, un *Comité local de défense nationale* est créé, qui va s'appuyer très rapidement sur le rassemblement des forces populaires.

- 18 septembre: Marseille rompt avec le gouvernement de Tours. La *Ligue du Midi* est définitivement constituée (elle groupe 13 départements). Marseille devient la capitale de la Fédération, Esquiros en est nommé président.

A Lyon, Bakounine avec Albert Richard et Bastelica à ses côtés, essaie de soulever les masses lyonnaises. Il échoue.

- 22 septembre: la section marseillaise de l'*Internationale* adhère officiellement à la *Ligue* et déclare la soutenir sans réserves.

- 7 octobre: arrivée à Marseille de Garibaldi et de 500 de ses volontaires.

- 16 octobre: devant les agissements de Gambetta qui s'efforce par tous les moyens de faire dissoudre la *Ligue*, Esquiros démissionne; il est rétabli dans ses fonctions par la population.

- Fin octobre: capitulation de Metz.

- 31 octobre: le Général Marie, nommé par Gambetta, commandant la *Garde nationale* (bourgeois) veut décréter l'état de siège et occuper la préfecture. Il est tenu en échec par la *Garde civique* (internationaux).

- 1<sup>er</sup> novembre: proclamation de la *Commune révolutionnaire* à Marseille avec Bastelica et Cluseret de retour de Suisse où il s'était réfugié après l'échec de la tentative de Lyon. Esquiros démissionne de ses fonctions, il est surmené, et son fils est en train de mourir des fièvres typhoïdes.

- 2 novembre: A. Gent est nommé par Gambetta pour rétablir l'ordre et le pouvoir central.

- 13 novembre: l'ordre est rétabli. Cluseret est parti à Monaco. Delpech a rejoint Garibaldi. Esquiros a été envoyé à Bordeaux. La *Commune* s'est effondrée, la *Ligue du Midi* est dissoute.

- décembre 1870, janvier et février 1871: Marseille vit dans le calme, mais un calme lourd d'inquiétude et de tension.

- 21 mars: une dépêche gouvernementale indique: «*Marseille est calme*».

- 22 mars: on affiche sur les murs de la ville la proclamation de Thiers flétrissant l'insurrection parisienne. Le soir même, Gaston Crémieux prononce un violent discours, appelant les Marseillais à prendre les armes et à défendre Paris et sa Commune.

- 23 mars au matin: le contre-amiral Cosnier organise une contre-manifestation en faveur de Versailles; aussitôt, une foule immense se rassemble, la Préfecture est alors envahie, Cosnier doit démissionner, une commission départementale est créée sous la direction de Gaston Crémieux. La *Garde nationale* et l'*Internationale* y sont représentées. Le *Conseil municipal* accepte à l'unanimité de collaborer avec la *Commission insurrectionnelle*.

- 23 mars - 4 avril 1871: *Commune insurrectionnelle*.

- 4 avril: le général Espivent, dont les troupes sont stationnées à Aubagne, marche sur Marseille. Le

port est investi par trois navires: *Le Renard*, *La Couronne* et *Le Magnanime*. Espivent, sentant ses troupes désorganisées et prêtes à fraterniser avec les insurgés, fait bombarder la ville. Dans la soirée, la Préfecture est prise par les marins, l'état de siège est proclamé.

- Nuit du 4 au 5 avril 1871: une répression impitoyable s'abat sur Marseille. La *Commune* vaincue, la réaction s'installe. Aux cris de «*Vive Jésus, vive le Sacré-Cœur*», on fusille les révolutionnaires. Pendant quatre ans on va s'acharner contre eux, les pourchassant jusqu'au dernier. La *Commune de Marseille* entre dans l'Histoire.

## LA TENTATIVE DES 7 ET 8 AOUT 1870

Dès le lendemain de la défaite de Forbach, une grande agitation se manifeste à Marseille. 40.000 personnes, ayant à leur tête Gaston Crémieux, Naquet, Brochier, Rouvier et quelques autres manifestent devant la Préfecture.

L'arrestation d'Alfred Naquet provoque une recrudescence de colère et aussitôt se forme un *Comité Central d'Action Révolutionnaire*, la foule occupe bientôt la mairie et les membres du *Comité* sont portés au pouvoir sous les acclamations populaires.

Ce *Comité*, comprenant surtout des membres de l'*Internationale* (en l'absence de Bastelica, la *Section marseillaise* reçût très vraisemblablement les ordres directs de Bakounine) et quelques républicains radicaux, et présidé par Gaston Crémieux, se trouve ainsi à la tête d'un pouvoir révolutionnaire issu du peuple.

Malheureusement, ses délibérations sont de courte durée, car une escouade de policiers, dispersant une foule aussi prompt à s'enthousiasmer qu'à devenir d'une passivité extrême, bloque les insurgés dans la mairie et, après un court échange de coups de feu, capture les membres du *Comité*.

Les prisonniers, au nombre d'une trentaine environ, sont enfermés au Fort Saint-Jean et entassés dans un cachot puant. Le 10 août, sur ordre de l'Impératrice régente, l'état de siège est proclamé et le 27 ils sont jugés.

Gaston Crémieux est condamné à six mois de prison, 14 de ses compagnons à des peines légères et tous sont transférés à la prison Saint-Pierre.

Mais malgré l'«*indulgence*» du jugement, des protestations indignées s'élèvent de toutes parts dans la ville et les condamnés prennent l'auréole des martyrs.

## DEUXIÈME TENTATIVE D'INSURRECTION RÉVOLUTIONNAIRE: 1<sup>er</sup> NOVEMBRE 1870.

Le préfet Esquiros s'oppose à Gambetta et au *Gouvernement provisoire*. Au *Conseil municipal* un affrontement se produit entre les modérés et les révolutionnaires et très vite, la *Garde nationale* (bourgeoise) commandée par le Colonel Marie va s'opposer à la *Garde civique* et à l'*Internationale*.

La réaction populaire est immédiate et spontanée, l'Hôtel de Ville, défendu par les *Gardes nationaux* est occupé et la *Commune révolutionnaire* est proclamée aussitôt.

Un *Comité* d'une vingtaine de membres est formé qui représente toutes les nuances de l'opposition radicale et socialiste parmi lesquels plusieurs membres de l'*Internationale* dont Bastelica, Chachuat, Job, Cartoux, etc...

Le général Cluseret qui vient d'arriver à Marseille après l'échec de la *Commune de Lyon* se joint bientôt à eux, et la *Commune* prend l'héritage de la *Ligue du Midi*.

Mais Esquiros qui jouit de l'estime populaire, se retire (son fils atteint de typhoïde meurt et ce deuil l'abat profondément); il est remplacé par Alphonse Gent qui, à la faveur des circonstances (un attentat manqué contre lui qui soulève la réprobation générale) va reprendre le pouvoir en main pour le compte du Gouvernement et écarter tous ceux qui pouvaient raffermir la volonté populaire.

Le 13 novembre, le préfet télégraphie à Gambetta: «*l'Ordre tout entier règne à Marseille*»...

## LA COMMUNE RÉVOLUTIONNAIRE DE MARSEILLE (23 MARS - 4 AVRIL 1871).

Le 21 mars 1871, une dépêche télégraphique du Préfet, le contre-amiral Cosnier, indique: «*Marseille est tranquille. Tous les rapports qui m'arrivent sur l'état des esprits dans le département sont rassurants*».

Le 22 mars, la *Proclamation* de Thiers, flétrissant l'insurrection parisienne et exhortant à l'union est affichée sur les murs de la ville. Cette proclamation qui parle en termes favorables de Canrobert et de Rouher, apparaît aux Marseillais comme une trahison et, le soir-même, devant plus de 1.000 personnes, Gaston Crémieux, prononce un discours extrêmement violent:

«*Le Gouvernement de Versailles a essayé de lever sa béquille contre ce qu'il appelle l'insurrection de Paris, mais elle s'est brisée entre ses mains, et la Commune en est sortie... Ainsi Citoyens, les circonstances sont graves. Avant d'aller plus loin, je veux vous poser une question. Quel est le Gouvernement qui vous reconnaissez comme légal? Est-ce Paris? Est-ce Versailles? (Toute la salle unanime, crie: «Vive Paris!»). A ces cris unanimes qui sortent de vos mille poitrines nous nous unissons et nous crions: «Vive Paris!». Mais ce gouvernement va être combattu par Versailles. Je viens vous demander un serment, c'est celui de le défendre par tous les moyens possibles, le jurez-vous? (La salle: «Nous le jurons!»). Et nous aussi, s'il faut combattre, nous nous mettrons à votre tête. Nous serons obligés de le défendre dans la rue. Rentrez chez vous, prenez vos fusils, non pas pour attaquer, mais pour vous défendre...».*

Le 23 mars: le contre-amiral Cosnier organise une contre-manifestation en faveur du gouvernement de Versailles, mais depuis l'aube, les *Gardes nationaux* des quartiers populaires s'étaient rassemblés, et une foule immense se regroupe autour d'eux.

La Préfecture est envahie, les autorités destituées, une *Commission départementale* est formée, présidée par Crémieux et comprenant 12 membres. Elle représente équitablement les diverses fractions de l'opinion publique: les *Radicaux* avec Job et Étienne, l'*Internationale* avec Alierini, la *Garde nationale* avec Bouchet et Cartoux, et trois membres délégués par le *Conseil municipal*.

La *Commission* déclare: «*A Marseille, les citoyens prétendent s'administrer eux-mêmes, dans la sphère des intérêts locaux. Il serait opportun, que le mouvement qui s'est produit à Marseille fût bien compris, et qu'il se prolongeât. Nous voulons la décentralisation administrative avec l'autonomie de la Commune, en confiant au Conseil municipal élu dans chaque grande cité les attributions administratives et municipales*».

Le 26 mars: le général Espivent de la Villeboisnet, officier réactionnaire et clérical s'il en fut, qui s'était réfugié à Aubagne avec ses troupes, et qui calque sa conduite sur celle de Versailles, proclame le département des Bouches-du-Rhône en état de guerre.

Le 27 mars: le *Conseil municipal* (composé de républicains modérés et bourgeois) rompt avec le *Conseil départemental*. Cette rupture accroît les difficultés matérielles auxquelles devrait faire face la *Commune* après le départ de nombreux fonctionnaires.

Le 28 mars: arrivée à Marseille de trois représentants en mission envoyés par la *Commune de Paris* (May, Amouroux et Landeck). Malheureusement ils sont tous trois incapables et vont s'immiscer dans les affaires marseillaises portant de graves préjudices à l'action locale.

Le 1<sup>er</sup> avril: le *Conseil municipal* est dissout.

Le 3 avril au soir: Espivent, fait marcher ses troupes (6 à 7.000 hommes) sur Marseille. Il a l'appui de trois navires qui croisent au large du port. En pleine nuit, les soldats parcourent les 17 km qui les séparent de Marseille. Pendant ce temps des barricades sont dressées autour de la Préfecture et quelques hommes se rassemblent. Les soldats d'Espivent prennent la gare, le fort Saint-Nicolas et le fort de Notre-Dame-de-la-Garde, ils effectuent un mouvement d'encerclement complété par le débarquement des marins.

Pourtant, la population réagit. Une foule immense, l'armée en partie, et tumultueuse, se réunit. Deux bataillons d'infanterie fraternisent levant leurs chassepots en l'air aux applaudissements de la foule. Mais Espivent, après avoir reçu sèchement Crémieux, venu parlementer, fait bombarder la ville (300 obus tomberont sur la Préfecture). Les combats acharnés se déroulent jusqu'au soir, et la Préfecture est finalement investie par les marins.

La *Commune de Marseille* avait vécu, la répression cléricale et réactionnaire allait s'exercer impitoyablement jusqu'en 1875.

Nos lecteurs qui désireraient se documenter plus profondément sur l'objet de cette étude, pourront se reporter avec profit au magnifique ouvrage de Antoine OLIVESI (Professeur à la Faculté de Lettres d'Aix): La Commune de 1871 à Marseille. Ed. Marcel Rivière, 169 p.

-----

## **Charles ALÉRINI**

Comme Bastelica, il était d'origine corse puisque né à Bastia le 20 mars 1842.

Devenu professeur, il enseignait au Collège de Barcelonnette où il était en même temps correspondant de l'*Internationale*, ce qui lui vaudra d'être suspendu de ses fonctions en avril 1870 et arrêté quelques jours après toujours pour le même motif.

S'étant établi à Marseille, il participe ensuite à l'occupation de l'Hôtel de ville et à l'organisation de l'éphémère Commune révolutionnaire du 8 août 70. Puis il sera membre de la Commission départementale insurrectionnelle de mars 1871.

Actif, énergique, intelligent, il mettra toutes ses connaissances au service de l'action révolutionnaire et de l'*Internationale* organisant notamment la résistance armée, requérant les fusils, les munitions, et prenant une part des plus actives à tous les actes de l'insurrection.

Le 4 avril, il reste un des derniers à la Préfecture, alors que la plupart ont fui le danger.

Après l'échec de la Commune il réussit à passer en Espagne où il va poursuivre son action militante pendant que le *Tribunal militaire* le condamne à mort par contumace (il sera gracié en 1889).

Très vite il est admis parmi les intimes de Bakounine et devient un militant actif de l'*Alliance* et, à ce titre il sera toujours mêlé aussi bien sur le plan espagnol que sur le plan français, à la vie de l'*Internationale anti-autoritaire* contre les agissements de Marx et de ses amis.

J. Guillaume, dans ses «*Souvenirs*» parlera du «*cœur chaud*», de la «*droiture*», de «*la vaillance simple et sans phrases*» de cet homme qui sera délégué de la *Fédération régionale espagnole* à La Haye, où il signera la déclaration bakouniniste; qui assistera au *Congrès de Saint-Imier* dont il sera l'un des 3 secrétaires; qui participera au *Congrès de Genève* (sept. 1873) en tant que représentant de la F.R.E. et de diverses sections françaises (dont plusieurs illégales) et qui après avoir fait deux ans de prison à Cadix, fera partie en 1877 du *Comité fédéral de la fédération française de l'A.I.T.*

-----

## **Gaston CRÉMIEUX**

Né à Nîmes, le 22 juin 1836, il est issu d'une famille israélite. Après de brillantes études au lycée de sa ville natale, il obtient sa licence de droit à Aix-en-Provence, en 1856.

Avocat à Nîmes, il se fait vite remarquer par son éloquence et sa générosité. Très vite aussi on le surnomme avec une pointe de mépris, l'«*avocat des pauvres*».

Cette réputation de désintéressement va le suivre à Marseille où il s'établit en 1862.

Sa générosité naturelle, son caractère affable et doux, ses allures paisibles et ouvertes, attireraient toutes les sympathies. Et par le fait même qu'il était toujours disposé à défendre les miséreux, il entra tout naturellement en contact avec les milieux républicains de l'époque. Porté par sa sympathie presque instinctive vers les classes opprimées, il fut également en liaison quasi permanente et amicale avec l'*Internationale*.

Mais, malgré ses qualités de cœur, son désir de soulager la misère, il ne fut jamais, en dépit de quelques discours ou de quelques articles violents, un homme d'action véritable.

Il n'en reste pas moins que le 8 août 1870 il se trouve porté à la tête d'un pouvoir révolutionnaire issu du peuple.

Arrêté, emprisonné dans un sombre cachot du fort Saint-Jean et bientôt condamné à 6 mois de prison qu'il va purger à la prison Saint-Pierre, il est libéré avec ses camarades par une foule de plus de 20.000 personnes dans la nuit du 4 au 5 septembre.

C'est lui qui le 7 septembre accueille Esquiros à la gare St-Charles et l'accompagne à la préfecture.

Dans le cadre de l'épuration, (destitution des magistrats compromis sous l'Empire) Crémieux est ensuite nommé au poste de procureur de la République, où il ne restera en fonction que quelques semaines.

Puis, après la création de la *Ligue du Midi* (qui groupait 15 départements) il parcourt la province comme envoyé en mission, il signe peu après une proclamation qui indique notamment:

«*Nous sommes résolus à tous les sacrifices, et, si nous restons seuls, nous ferons appel à la révolution, à la révolution implacable et inexorable, à la révolution avec toutes ses haines ses colères et ses fureurs patriotiques. Nous partirons de Marseille en armes, nous prêcherons sur nos pas la guerre sainte...*».

Bientôt la *Ligue* va entrer en opposition ouverte contre le gouvernement de la *Défense nationale* et, au cours d'un meeting organisé à l'Alhambra, le 19 octobre, comme on lui demandait les moyens de réagir devant une telle situation, il s'écria: «*La Ligue du Midi, et la Commune Révolutionnaire!*».

C'est ainsi qu'il fait partie, dès le 1<sup>er</sup> novembre, de la *Commission départementale insurrectionnelle* qui ratifie les pouvoirs de la *Commune révolutionnaire* et qu'il appelle les Marseillais à prendre les armes.

Mais, la *Commune* écrasée par la réaction, Crémieux refusant de s'enfuir, est arrêté et le 8 avril, il est condamné à mort comme «*factieux incorrigible*».

Six mois après sa condamnation, malgré la multitude de démarches entreprises de tous côtés pour obtenir sa grâce, Crémieux est fusillé sur ordre de «*Monsieur*» Thiers.

Le 30 novembre 1871, à 7 heures du matin, au Pharo, tombait l'un des hommes les plus intègres que le mouvement ouvrier ait connu.

Sa mort provoqua une profonde émotion dans toute la ville.

-----

## **André BASTELICA**

Né à Bastia le 28 novembre 1845, il apparaît à 23 ans dans l'histoire de l'*Internationale*. Anarchiste, il le fut jusqu'au bout des ongles, alors même que le mot n'était pas encore inventé. En effet, tour à tour employé de commerce et typographe, il possédait une culture étonnante pour son âge et sa condition.

Une immense curiosité, toujours en éveil, l'avait poussé à s'instruire dans tous les domaines. Journaliste de talent, il écrivait dans de très nombreux journaux: *l'Égalité de Genève*, *l'Internationale de Bruxelles*, *La Marseillaise de Paris*, *l'Égalité* et *Le Peuple de Marseille*, et dans des revues littéraires, avec un style précis et fougueux, plein de flamme et de vivacité, un style qui traduit la pensée et surtout la parole, car Bastelica était aussi un brillant orateur.

C'est son éloquence surtout qui explique le véritable ascendant que ce tout jeune homme exerçait sur les masses.

A l'idéal généreux qui l'animait, il joignait l'immense avantage de posséder un sens pratique de l'organisation, un souci méthodique et lucide de l'action révolutionnaire. Son camarade de combat, Albert Richard, disait de lui: «*Il avait besoin de vivre, d'agir, de produire... et de défendre, à la lumière, l'idée qui l'incarnait en lui*».

Voilà l'homme qui constitua, avec Eugène Varlin et Benoit Malon à Paris, Émile Aubry à Rouen et Albert Richard à Lyon, la «*génération spontanée de la renaissance du socialisme français*».

Alors même que Tolain, découragé, pensait que l'*Association Internationale des Travailleurs* était morte en France, elle allait renaître avec des hommes nouveaux, et des idées nouvelles, des hommes jeunes, des hommes issus des milieux ouvriers.

D'abord isolés dans la clandestinité, du fait de la répression, ils vont peu à peu se trouver en contact, unis dans une même cause et par une amitié jamais démentie.

Bientôt, ils vont coordonner leurs efforts dans une parfaite égalité d'action, sans qu'aucun d'entre eux, n'essaie de dominer les autres et cela aussi bien en France qu'à l'étranger, lors des congrès de l'*Internationale*, et cela à tel point qu'un éminent historien pourra écrire:

«Leur activité commune, parallèle, évitant toute hiérarchie est un remarquable exemple d'autonomie, de libre initiative de décentralisation volontaire au sein d'une organisation perfectionnée qui rêvait précisément de fonder la société nouvelle sur des bases fédéralistes» (A. Olivesi: *La Commune de 1871 à Marseille*).

Nous ne nous attarderons pas sur l'influence que Bakounine exerça sur Bastelica. Elle n'eut aucun rapport de maître à élève mais de compagnon de lutte à son frère d'armes, d'ami à ami. En effet, dès son adhésion à l'*Internationale*, Bastelica avait écrit à Albert Richard:

«*Nous voulons le non-gouvernement parce que nous voulons la non-propriété, et vice versa. La morale humaine détruira les religions révélées, le socialisme supprimera le gouvernement et la question politique. Si le peuple comprend aujourd'hui surtout la question politique, c'est que, dans sa conception théorique, il croit que le gouvernement représente la société.*» (On croit entendre Bakounine).

Et c'est sous l'impulsion de cet homme, qui fait preuve d'une activité prodigieuse d'organisateur et de propagandiste, que Marseille, ralliée au communisme non autoritaire de Bakounine, allait devenir l'une des bases de la *Révolution mondiale* que l'*Internationale* souhaitait et pour laquelle elle œuvrait de toutes ses forces.

Fondée en juillet 1867, la section marseillaise de l'*Internationale* connut dès la fin de l'année suivante (arrivée de Bastelica) une rapide extension. Organisée strictement selon les principes proudhoniens, elle compte 27 corporations groupées dans la fédération marseillaise, une des mieux organisées de France. Les adhérents atteignent bientôt le nombre de 4.500. Infatigable, Bastelica laisse à ses camarades (Poletti, Combes, Pacini, Roger, Allerini) le soin de s'occuper des affaires locales et parcourt la campagne, en de perpétuels déplacements, pour créer de nouvelles sections dans les départements voisins: Aix (600 adhérents) La Ciotat, St-Tropez, Cogolin, Collobrières, Gonfaron, La Garde-Freinet, Toulon, La Seyne, Draguignan deviennent à leur tour des foyers actifs. Il ira jusque dans l'Hérault et les Basses-Alpes, pour convertir à la *Cause* les populations rurales.

Le 28 avril 1870 il écrit à James Guillaume: «*La section marseillaise marche résolument dans la voie des grands progrès... Je suis de retour d'une excursion parmi les populations révolutionnaires du Var. Quel enthousiasme l'Internationale a soulevé sur le passage de son propagateur! J'ai acquis cette fois la preuve invincible, irrécusable que les paysans pensent, et qu'ils sont avec nous... Tout ce mouvement brise mes forces, mais augmente mon courage.*».

Quatre jours, auparavant, il écrivait dans le «*Mirabeau*» (journal socialiste) à propos des grèves du Creusot:

«*Jugulée par une politique honteuse et réactionnaire la grande voix du peuple, pour se faire entendre, emprunte un autre organe plus terrible: la grève.*

*La grève c'est l'irruption endémique du mal social. Organiquement la société actuelle aboutit à la grève: ce n'est ni la paix ni la justice.*

*La théocratie et l'aristocratie reprennent courage et essayent l'offensive sur la Révolution trahie par la bourgeoisie, sa fille aînée... Que l'État, l'Église et les bourgeois se coalisent pour une œuvre d'imposture et d'ignominie, le peuple vengeur, les confondra dans une même ruine.*

*Le principe autour duquel le peuple doit se grouper c'est la Solidarité... les fruits de 5 révolutions seraient perdus pour nous si nous ne nous redressions fort, et défiant les traînants de la civilisation d'oser porter la main sacrilège sur le sanctuaire de la justice sociale.*

Mais le gouvernement s'inquiétait du développement de l'*Association*. Le Congrès retentissant tenu à Lyon en mars 1870, présidé par Varlin et auquel assistaient Bastelica et Bakounine, avait affirmé la volonté des Fédérations françaises d'intensifier leur action révolutionnaire.

Aussi Émile Ollivier, décide de sévir; il télégraphie aux préfets de poursuivre l'*Internationale* et surtout, ajoute-t-il: «*Frappez à la tête!*».

Varlin et Richard sont arrêtés. Bastelica se réfugie à Barcelone (il était en contact étroit avec les ba-

kouninistes catalans de l'Internationale). Le mouvement est momentanément désorganisé, mais il est trop puissant pour périr et il aboutira aux événements grandioses que l'on connaît, que certains regrettent, avec raison sans doute, puisqu'ils furent le tombeau du mouvement ouvrier, la porte ouverte au socialisme autoritaire et autres dictatures du prolétariat.

Ainsi, un des rares révolutionnaires de valeur que Marseille possédait fut envoyé à Paris. (On sait qu'en échange, la *Commune de Paris* délégua à Marseille 3 représentants en mission qui ne l'égalèrent pas, c'est le moins qu'on puisse dire), et là, d'une honnêteté scrupuleuse, il manipula des millions sans en distraire un centime, en dirigeant avec beaucoup d'intelligence le service des *Contributions directes et indirectes de la Commune de Paris*.

Bastelica, qui fut incontestablement l'un des hommes les plus brillants de son époque, Bastelica, qui aurait pu utiliser ses talents à des fins ambitieuses et qui aurait certainement réussi, Bastelica qui préféra se vouer avec un rare désintéressement à la cause ouvrière et socialiste, mourut, exilé en Suisse, en 1884, à l'âge de 39 ans, brisé par l'écrasement de son grand rêve de révolution internationale.

Son seul défaut en effet fut d'être vulnérable au découragement; il ne put supporter la défaite du socialisme, refusa de s'abaisser aux compromissions politiques et mourut dans la pauvreté et la tristesse (\*).

Tel fut l'homme de réelle valeur qui fit de Marseille une des capitales du socialisme.

-----

(\*) Hélas! il sombra dans «l'impérialisme», avec ses amis Albert RICHARD et Gaspard BLANC, auteurs de: «L'empire et la France nouvelle: appel du peuple et de la jeunesse à la conscience française». (Note A.M.).